

Contacts médias :

Berlin : Sarah Tyler / Ines Selwood
Tel : +49-30-3438 2019/45

Paris : Julien Coll / Marie Wolkers
Tel : 06 72 07 28 65

press@transparency.org

<http://www.transparency.org>

Alt Moabit 96,
10559 Berlin, Allemagne
Tel : +49-30-3438 2045/19
Fax : +49-30-3470 3912

Sous embargo de publication, de radiodiffusion/ télédiffusion et de transmission électronique jusqu'au 9 décembre 2005

Transparency International appelle à une plus forte volonté politique pour lutter contre la corruption

La Journée de lutte contre la corruption s'inscrit en faux contre l'inéluctabilité de la corruption

« Une plus forte volonté politique est indispensable si nous voulons vaincre la corruption » martèle Huguette Labelle, la nouvelle Présidente de Transparency International à l'heure où le monde fête la Journée de lutte contre la corruption, fixée au 9 décembre, deux ans après la signature historique de la Convention des Nations Unies contre la corruption à Merida, au Mexique.

« La signature de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) a fait la démonstration qu'une impulsion visionnaire peut faire radicalement évoluer la situation dans le bon sens » affirme Madame Labelle. « Les dirigeants du monde entier doivent maintenant traduire cet esprit dans les faits en garantissant la ratification de la Convention par tous les pays signataires et en adoptant de solides mécanismes de contrôle, nécessaires pour renforcer le pouvoir de la Convention ».

Instaurée en 2004 par le Secrétaire Général des Nations Unies Kofi Annan, la Journée internationale de lutte contre la corruption reconnaît l'importance de la l'impulsion mondiale donnée à Merida, où 95 pays se sont engagés contre la corruption en signant la Convention. Ils ont été rejoints depuis par 42 autres signataires, ce qui porte le nombre total d'Etats signataires à 137.

La Convention entre en vigueur le 14 décembre 2005, 90 jours après la réception du 30^{ème} instrument de ratification nécessaire pour passer à cette nouvelle étape. Les 37 pays qui l'ont déjà ratifiée bénéficieront des dispositions de la Convention pour les aider à récupérer les biens volés par des dictateurs et d'autres agents de l'Etat, prévenir le blanchiment d'argent, poursuivre des entreprises et des ressortissants étrangers corrompus, interdire la corruption des agents publics étrangers et renforcer la responsabilité des entreprises et les normes de vérification dans le secteur privé.

« Le laxisme est le meilleur allié de la corruption » souligne David Nussbaum, le Directeur Général de Transparency International. « Signer un document et apparaître sur une photo ne suffit pas. Les dirigeants politiques doivent désormais mener à bien le processus de ratification et concentrer leurs efforts sur la mise en application de la Convention ».

Les Etats doivent traduire les dispositions de la Convention en actes. La conférence de suivi, prévue fin 2006 pour les pays signataires, doit définir un système clair et

efficace de contrôle de la mise en œuvre dans chaque pays. Les Etats parties devraient s'accorder sur des niveaux d'aide financière et technique adéquat pour permettre aux pays en développement de mettre en oeuvre la Convention. L'expérience acquise dans le cadre d'autres Conventions de lutte contre la corruption montre que, sans un mécanisme de contrôle rigoureux, la CNUCC ne parviendra pas à faire fléchir les niveaux de corruption.

La Journée de lutte contre la corruption

Le 9 décembre, les citoyens du monde entier se dresseront pour dire non aux politiciens corrompus, aux entreprises véreuses et au clientélisme. La Journée de lutte contre la corruption met en lumière l'impact de la corruption sur la vie de millions de personnes dans le monde et rend hommage aux actes de courage discrets de tous ceux qui participent à établir les bases du changement. Organisations et particuliers de tous les pays, pauvres ou riches, de toutes les régions et de tous les horizons, s'unissent au service d'une cause commune : appeler la communauté internationale à passer à l'action contre le fléau de la corruption.

La Journée internationale de lutte contre la corruption coïncide aussi avec la date à laquelle les dirigeants du Groupe des Huit (G-8) doivent rendre compte des progrès réalisés pour atteindre les objectifs de lutte contre la corruption fixés lors du Sommet de Gleneagles, en Ecosse, il y a six mois. Le G-8 s'est engagé à ratifier rapidement la CNUCC ; toutefois, à ce jour, seule la France a mené à bien ce processus.

« Think Again! », « Repensez-y ! », le nouveau spot télévisé de Transparency International

Transparency International lance un nouveau spot publicitaire appelé « Repensez-y ! ». Reposant sur le slogan « *Si vous pensez ne rien pouvoir faire contre la corruption ? Repensez-y!* », ce message s'attaque à l'idée reçue selon laquelle la corruption est inévitable et ne peut être combattue. Elle rappelle aussi sans complaisance que la corruption fait des victimes.

Comme le montre le *Baromètre mondial de la corruption 2005* publié aujourd'hui par Transparency International, ce sont les membres de la société qui peuvent le moins se permettre de verser des pots-de-vin – les plus pauvres – qui sont souvent contraints de payer pour accéder à des services de base auxquels ils ont légalement droit.

Lancé dans 65 pays, en anglais, en français, en espagnol, en chinois et en arabe, ce spot est un message d'espoir pour des millions de gens dont la vie quotidienne subit les méfaits de l'appât du gain et de la corruption.

###

Transparency International est la principale organisation de la société civile consacrée à la lutte contre la corruption dans le monde.